



**ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS**  
Conseil interaméricain pour le développement intégré  
(CIDI)



XIIIe CONFÉRENCE INTERAMÉRICAINNE DES  
MINISTRES DU TRAVAIL  
24-26 septembre 2003  
Salvador, Bahia, Brésil

OEA/Ser.K/XII.13.1  
TRABAJO/doc.5/03  
23 septembre 2003  
Original: anglais

**RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL 1**  
**DIMENSIONS DU TRAVAIL DANS LE CADRE DU PROCESSUS DES SOMMETS DES AMÉRIQUES:**  
**MONDIALISATION, EMPLOI ET TRAVAIL**

## **RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL 1**

### **DIMENSIONS DU TRAVAIL DANS LE CADRE DU PROCESSUS DES SOMMETS DES AMÉRIQUES: MONDIALISATION, EMPLOI ET TRAVAIL**

#### **I. INTRODUCTION**

Conformément au Plan d'action d'Ottawa de la XIIe Conférence interaméricaine des Ministres du travail (IACML), le Groupe de travail 1 a été chargé d'examiner les dimensions du travail dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, y compris les questions de mondialisation liées à l'emploi et au travail. Les Ministres lui ont demandé de déterminer les points d'entente et les questions sur lesquelles il faut pousser plus avant les travaux, et de préparer un rapport contenant des recommandations qui seront soumises à la XIIIe Conférence pour examen.

Le Groupe de travail a également été chargé de créer un mécanisme pour améliorer la collaboration et la coopération en ce qui concerne les dimensions du travail dans le cadre du processus des Sommets des Amériques, entre les ministères du travail, les autres ministères compétents et les organisations internationales clés.

D'emblée, le Groupe de travail a décidé d'axer ses discussions sur les effets de l'intégration économique sur le travail, à la fois en raison de l'importance que revêt actuellement ce sujet et dans le souci d'assurer des limites raisonnables à ses délibérations.

Le Groupe de travail s'est réuni deux fois, à Saint Domingue, en République Dominicaine, du 9 au 11 avril 2002, et à Montevideo, en Uruguay, du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 2003. À son programme de travail sont venus s'ajouter plusieurs séminaires et ateliers techniques. Des représentants du COSATE et de la CEATAL ont participé à toutes ces activités.

Ces réunions ont servi à améliorer la collaboration et la coopération avec des organisations internationales clés dans le domaine du travail. De plus, le programme de travail a offert d'importantes possibilités d'ouvrir des discussions constructives sur ce sujet avec des hauts fonctionnaires d'autres ministères d'État compétents.

Les exposés, points de vue et rapports présentés par les organisations internationales et universitaires invités ont contribué aux discussions.

Le présent rapport résume nos délibérations et présente nos recommandations qui seront soumises à l'examen des Ministres du travail. Outre l'introduction, il est composé d'une synthèse des thèmes centraux et des observations qui se sont dégagés des discussions du Groupe de travail. Ces thèmes constituent le contexte dans lequel sont examinés dans une troisième partie les points d'entente et les sujets proposés pour des travaux plus approfondis. Les recommandations tiennent lieu de conclusion. Suite à la demande des Ministres du commerce du Continent américain, nous recommandons que ce rapport leur soit remis, avant leur prochaine réunion ministérielle sur le commerce prévue pour novembre 2003.

## **II. THÈMES CENTRAUX ÉMANANT DE NOS DÉLIBÉRATIONS**

Les Ministres du travail approuvent un programme commun pour l'amélioration du bien-être des travailleurs à travers le Continent. Ce programme se manifeste dans les objectifs décrits par les Chefs d'État au Troisième Sommet des Amériques, à savoir "créer une plus grande prospérité et élargir les débouchés économiques tout en favorisant la justice sociale et le développement du potentiel humain." L'intégration peut et doit contribuer à la réalisation de cet objectif.

Le processus d'intégration déborde le cadre des seules questions économiques. On ne peut examiner la dimension du travail sans tenir compte des autres aspects du processus des Sommets des Amériques. Les initiatives de nos gouvernements visant à promouvoir la démocratie, la sécurité, la transparence de la gouvernance et le développement économique et social sont interdépendantes et se renforcent mutuellement. Pour bien fonctionner, les marchés du travail, comme les marchés des capitaux, doivent être régis par des lois et réglementations transparentes et gérées de façon efficace. Une main-d'oeuvre qualifiée et adaptable est indispensable pour réaliser les avantages potentiels de l'intégration économique. Encourager le respect des droits fondamentaux des travailleurs contribue à la stabilité sociale et économique et à la prospérité multisectorielle. Les politiques modernes du travail qui mettent l'être humain au centre de toute l'activité économique sont l'une des clés du succès de l'économie mondiale.

Les Ministres du travail doivent contribuer à la création d'une politique appropriée et d'un cadre programmatique qui atténuent les éventuels effets néfastes de l'intégration de nos économies sur les marchés du travail, à la fois aux niveaux national et régional. Nous avons analysé différentes approches qui ont été adoptées pour répondre aux besoins des chômeurs. Nous avons examiné le rôle important que jouent l'existence des services pour l'emploi et des informations à jour et exactes sur les marchés du travail dans nos économies dynamiques, ainsi que l'émergence d'une nouvelle relation d'emploi dans le monde numérique. Nous continuons de souligner la nécessité d'améliorer la capacité des Ministères du travail à travers le Continent de s'acquitter de ces fonctions en étoffant notamment leur personnel de carrière; en mettant en place des systèmes de gestion bien conçus et en acquérant des compétences; et en encourageant le dialogue social.

Les accords d'intégration régionale dans le Continent, les instruments multilatéraux et les accords de libre-échange récemment négociés contiennent des engagements concernant le travail. Nos débats ont porté sur les points forts et les limitations de plusieurs formes d'engagements dans le domaine du travail. En outre, nous avons commissionné une étude pour analyser, dans les pays qui se portent volontaires, les conséquences de facto de ces engagements, et notamment passer en revue les instruments juridiques en place pour donner effet à ces engagements contractés en matière de travail ainsi qu'aux procédures et pratiques suivies pour les honorer. Nous avons examiné les contributions importantes des différents mécanismes de coopération, même en dehors du Continent, destinés à renforcer les capacités à l'appui de ces engagements et des objectifs globaux d'amélioration des conditions de travail et du niveau de vie.

L'intégration économique est vitale pour l'avenir des travailleurs du Continent américain, hommes et femmes. Un flux croissant d'investissements productifs, des échanges commerciaux entre les pays qui ne soient pas entâchés de protectionnisme et des marchés internationaux sûrs sont la clé de la croissance et du développement économiques. Dans le même temps, nous reconnaissons que l'intégration économique comporte des enjeux pour les travailleurs, ainsi que des possibilités. Les enjeux varient d'un pays à l'autre, mais ils existent partout – dans les pays industrialisés de longue date ainsi que dans les pays de petite taille ou en développement. Dans certaines circonstances, les forces de la mondialisation peuvent renforcer les incitations économiques à court terme à éviter les pratiques et politiques qui servent les meilleurs intérêts à long terme des gouvernements, des travailleurs, des employeurs et des économies. Dans certains domaines, l'exclusion et la question de savoir dans quelle mesure on est prêt à soutenir la concurrence dans une économie qui se mondialise de plus en plus sont des sujets de préoccupation. Dans cette économie, notre programme commun sert aussi notre intérêt commun.

Les Ministères du travail ont pour tâche de préparer nos peuples à tirer parti des possibilités qui se présentent dans une économie dynamique; d'encourager les lieux de travail qui exploitent au mieux les ressources humaines et les activités; de réaffirmer la dignité humaine et le rôle central qu'elle joue dans le monde de l'économie et des affaires; de promouvoir le respect des lois et normes du travail et d'en assurer l'application; et, de mettre en oeuvre des programmes qui réduisent les effets néfastes sur les travailleurs, en particulier pour les groupes d'individus les plus vulnérables. Les Ministères du travail doivent orienter leurs nouvelles activités, y compris le dialogue social, dans un sens qui nous fasse mieux comprendre les répercussions de l'intégration sur le travail de manière à ce que nous soyons plus à même de répondre aux besoins des travailleurs et de leurs familles. Un renforcement de la confiance des travailleurs dans leur capacité de s'adapter au changement et de tirer profit de l'intégration gagnera un appui plus large dans nos sociétés en faveur de la Zone de libre-échange des Amériques.

Les collaboration et coopération entre les Ministères du travail et d'autres ministères compétents, au niveau national comme dans les forums internationaux, permettent de mieux comprendre l'interdépendance et de mieux éclairer nos débats sur l'action à mener et sur notre processus de prise de décisions. Nous reconnaissons la nécessité d'évaluer pleinement les conséquences des politiques économiques sur le travail et l'emploi.

Enfin, il faut davantage s'employer à assurer que les engagements relatifs au travail contractés par les Chefs d'État au Sommet des Amériques et par les Ministres du travail à la IACML ainsi que dans d'autres instruments multilatéraux, se traduiront par des actions et des solutions pratiques. Quant à notre Groupe de travail, il doit s'y attacher avec une attention encore plus soutenue pour bien comprendre la relation qui existe entre le travail et les dimensions économiques de l'intégration.

### **III. POINTS D'ENTENTE ET SUJETS APPELANT UN EXAMEN APPROFONDI**

- Dans le contexte d'une intégration économique internationale croissante, l'engagement pris par les Chefs d'État et de gouvernement des Amériques d'adopter et de mettre en oeuvre une législation et des politiques permettant d'appliquer les principes fondamentaux du travail qui figurent dans la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, adoptée par l'Organisation internationale du Travail, ainsi que le refus d'utiliser les règles du travail à des fins commerciales protectionnistes revêtent une importance cruciale.
- L'Agenda de l'OIT pour un travail décent, y compris le renforcement du dialogue social est capital pour les dimensions du travail et de l'emploi dans le cadre du processus des Sommets des Amériques. L'intégration dans le cadre du processus des Sommets doit être poursuivie de manière à maximiser les possibilités de mettre en pratique cet agenda.
- Nous appuyons énergiquement et encourageons les autres efforts dans le cadre du processus des Sommets visant à promouvoir la démocratie, la stabilité des marchés financiers, la transparence, la règle de droit, l'accès aux soins de santé et à la formation continue et à l'éducation, en tant que compléments importants des dimensions du travail et de l'emploi dans le cadre du processus des Sommets des Amériques.
- Les Ministères du travail ont un rôle vital et polyvalent à jouer, qui consiste à jeter les fondations nécessaires pour atteindre les objectifs globaux du Sommet des Amériques, à savoir:
  - Promouvoir et protéger les principes et les droits fondamentaux des travailleurs, qui figurent dans la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, adoptée par l'Organisation internationale du Travail;

- Préparer les travailleurs et les employeurs à réussir dans une économie dynamique intégrée en leur donnant les compétences nécessaires;
  - Améliorer le fonctionnement des marchés du travail en offrant aux travailleurs une plus grande sécurité économique et une formation pendant qu'ils sont au chômage et en leur donnant accès aux services pour l'emploi afin de les aider dans la transition à un nouvel emploi;
  - Encourager le développement intégré des individus et la capacité de production des lieux de travail;
  - Améliorer la compréhension des répercussions de l'intégration sur le travail, notamment par le dialogue social; et
  - Participer activement aux principaux débats économiques et sociaux pour encourager l'emploi productif.
- Nous appuyons énergiquement et encourageons les efforts visant à moderniser et à renforcer les ministères du travail pour qu'ils s'acquittent de ces fonctions. La coopération horizontale et l'assistance technique ont un rôle important à jouer à cet égard. Le mandat et les activités de cette Conférence qui consistent à accroître l'efficacité des projets de renforcement de la capacité et de l'assistance technique tireront un grand parti de la mise en place de réseaux appropriés et d'autres moyens destinés à les structurer et à assurer leur continuité. Le document de travail qui est intitulé *Modernizing Labor Administration: Concept Paper for an Americas Institute for Professional Labor Administration* (Modernisation de l'administration du travail: document relatif au concept d'Institut des Amériques pour une administration professionnelle du travail) et a été présenté par le Président *pro tempore* a jeté une base solide pour de futurs travaux. Nous reconnaissons la précieuse contribution du Mexique dans son document de travail intitulé *Inter-American System of Labour Cooperation* (Système interaméricain de coopération en matière de travail).
  - Ce Groupe de travail a été chargé d'étudier les conséquences du rapport de l'OIT "Normes du travail et processus d'intégration dans les Amériques". Nous en avons assuré le suivi en discutant les dispositions relatives au travail de plusieurs institutions régionales et en commissionnant un rapport sur la mise en pratique des engagements de ces accords et institutions dans le domaine du travail, que la Conférence recevra prochainement. Il importera de faire fond sur cet acquis.
  - Il faut approfondir les recherches sur les effets de l'intégration économique sur les marchés du travail et la politique du travail, les méthodes d'étude de ces questions et les moyens de permettre aux ministères du travail des petites économies d'entreprendre ces analyses.
  - Un dialogue constructif avec des responsables chargés du commerce pendant les réunions de l'IACML, compte tenu en particulier de la demande de rapport d'activité de ce Groupe de travail présentée par les Ministres du commerce dans leur Déclaration de Quito de novembre 2002, encouragera une approche mieux éclairée du processus d'intégration et de la Zone de libre-échange des Amériques. Il est très utile de poursuivre ces échanges de vues et d'informations avec les Ministères du commerce et de chercher à établir des échanges analogues avec d'autres ministères compétents.
  - De précieuses contributions ont été apportées grâce à la participation active d'entreprises et de syndicats à nos travaux, par l'intermédiaire de la CEATAL et du COSATE, ainsi que d'organisations internationales

clés, dont l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Organisation des États Américains et l'Organisation internationale du travail.

#### IV. RECOMMANDATIONS

Le Groupe de travail recommande respectueusement que les Ministres du travail préparent un Plan d'action qui amènera l'IACML à:

1. Élaborer des formes possibles de coopération pour permettre de mieux honorer les engagements relatifs au travail et les lois et politiques du travail, notamment en renforçant la capacité des Ministères du travail, et ce, à partir des travaux des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> IACML sur différents accords régionaux et institutions travaillant aux normes du travail dans le cadre de l'intégration, et de l'étude continue des dispositions relatives au travail dans les nouveaux accords de libre-échange;
2. Approfondir les recherches sur les effets de l'intégration économique sur les marchés du travail et la politique du travail, les méthodes d'étude de ces questions et les moyens de permettre aux ministères du travail des petites économies d'entreprendre ces analyses;
3. Créer les moyens institutionnels pour organiser la coopération et la collaboration visant à renforcer la capacité des Ministères du travail de s'acquitter de ces fonctions. À cette fin, commissionner une étude de faisabilité, accompagnée de recommandations, qui sera soumise à l'examen de la XIV<sup>e</sup> IACML;
4. Envoyer à des hauts fonctionnaires des ministères compétents, le cas échéant, des invitations à assister aux séminaires et ateliers de la IACML, ainsi qu'aux réunions du Groupe de travail lorsque les questions inscrites à l'ordre du jour portent sur des sujets recoupant plusieurs domaines. Le Groupe de travail a signalé à cet effet les Ministères du travail et les Ministères de l'éducation;
5. Continuer d'encourager la participation active de la CEATAL, du COSATE et des organisations internationales clés aux activités de la Conférence sur les dimensions du travail dans le cadre du processus des Sommets des Amériques; et,
6. Transmettre le contenu du présent rapport aux Ministres du commerce en réponse à la demande qu'ils ont formulée dans leur Déclaration de Quito de novembre 2002.

#### ANNEXES

- A. - Exposés des pays sur les effets de l'intégration sur le travail (Antigua-et-Barbuda, Argentine, Canada, Chili, Mexique, Uruguay)
- B. - Les effets de l'intégration sur le travail du point de vue des employeurs (CEATAL)
- C. - Les effets de l'intégration sur le travail du point de vue des travailleurs (COSATE)
- D. - Stade d'exécution de l'étude de suivi sur le thème *Labor Standards and labor integration agreements* (Normes du travail et accords sur l'intégration du travail) (Projet XII<sup>e</sup> IACML-OIT)